

Vu pour être annexé à la décision 2021-006 DB
prise par le Bureau communautaire du 14/01/2021



(Fonds d'Intervention pour les Services l'Artisanat et le Commerce)

ENTRE :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE, représentée par son représentant, Monsieur Grégory PIERRE, Vice-Président en charge du Commerce, de l'Artisanat et du Tertiaire, autorisé à signer la présente convention par décision du Bureau Communautaire n° 2020-064-DB du 24 septembre 2020, d'une part,

ET :

MAISON CAUDRON

Type de société : SARL

Siège social : **40 , rue du Portail Louis – 49400 SAUMUR**

Représentée par Monsieur Jémérie CAUDRON

N° SIRET : 85266098400018 – Code NAF : 1071 C

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

La Communauté d'Agglomération et le Bénéficiaire sont ci-après désignés, individuellement ou collectivement, par les termes « Partie » ou « Parties »

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE le 26 juin 2014,

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article 1511-2,

VU la convention FISAC signée le 16 mars 2020 entre l'État, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les partenaires de l'opération ;

VU la décision 2020-050-DB du 5 mars 2020 approuvant le règlement d'intervention du FISAC en faveur des aides aux commerces, à l'artisanat et aux services de proximité ;

Vu l'avis favorable des membres de l'instance Politique Locale du Commerce du 10 décembre 2020,

VU la demande déposée par le bénéficiaire en date du 12 octobre 2020 au titre de son projet de modernisation de l'espace de vente.

ATTENDU QUE :

Il y a 13 ans, M CAUDRON, originaire de la région parisienne, a repris la boulangerie-pâtisserie rue du Portail Louis à Saumur. En 2019, M Caudron a souhaité faire valoir ses droits à la retraite et a cédé son entreprise à son fils Jérémie CAUDRON.

Maison CAUDRON est une entreprise familiale et artisanale qui propose toute l'année des produits de qualité faits maison, à la fois en direction des particuliers et des restaurateurs saumurois.

Au-delà des pains traditionnels, des pâtisseries, de la confiserie et de l'offre traiteur, MAISON CAUDRON capte les amateurs de crêpes avec une offre permanente et les gourmets avec sa spécialité « les crinières blanches ». Les salariés trouvent également de quoi déjeuner avec une offre salée diversifiée : sandwiches, quiches, pizzas, salades...

Le CA pour ce 1^{er} exercice comptable s'établit à 324 K€ pour un résultat de 44 K€. Maison CAUDRON emploie 6 personnes (5 ETP) en plus du dirigeant non salarié.

Dès le rachat du fonds de commerce, Jérémie CAUDRON avait envisagé de réaliser des travaux pour moderniser l'image du point de vente qui n'avait pas évolué depuis une vingtaine d'année.

Épaulée de sa mère, associée et salariée de l'entreprise, les dirigeants ont souhaité se doter d'une boulangerie-pâtisserie entièrement remise à neuf avec des travaux intérieurs/extérieurs.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien apporté par la Communauté d'Agglomération dans le cadre du FISAC pour la réalisation d'un projet de modernisation de l'espace de vente, de la sécurisation et l'accessibilité de la boutique.

1.2. Nature des dépenses projetées

Les dépenses HT relevant de l'accessibilité sont les suivantes :

Comptoir PMR	3 712,00 €
TOTAL Accessibilité éligible	3 712,00 €

Les dépenses HT relevant de la modernisation sont les suivantes :

Vitrines magasin	32 452,00 €
Façade bois extérieur	3 928,10 €
Électricité magasin	6 948,00 €
Fenêtre, porte, store	11 669,00 €
Enseigne, store	3 055,00 €
Peinture intérieure	2 269,81 €
Cloisons magasin	2 355,00 €
Carrelage	3 287,23 €
Palissage de protection piétons	1 538,30 €
Vidéo surveillance alarme	1 466,34 €
Démolition, évacuation avant travaux	14 560,95 €
TOTAL Modernisation éligible	83 529,73 €

1.3. Le bénéficiaire en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie aux paragraphes 1.1. et 1.2. ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AIDE ACCORDÉE

2.1. Au vu du programme d'actions présenté par le bénéficiaire, la Communauté d'Agglomération s'engage à verser pour l'ensemble des cofinanceurs une **subvention d'un montant de 30 742 € HT pour un programme d'investissements plafonné à 75 000 € HT dont la répartition et les taux sont les suivants :**

Base subventionnable ACCESSIBILITÉ	ÉTAT FISAC 30 %	CA SAUMUR VAL DE LOIRE 20 %	VILLE DE SAUMUR 10 %	SUBVENTION ACCESSIBILITÉ 60 %
3 712,00 €	1 114 €	742 €	371 €	2 227 €
Base subventionnable MODERNISATION	ÉTAT FISAC 20 %	CA SAUMUR VAL DE LOIRE 15 %	VILLE DE SAUMUR 5 %	SUBVENTION MODERNISATION 40 %
71 288,00 €	14 258 €	10 693 €	3 564 €	28 515 €
TOTAL				30 742 €

2.2. Le montant de l'aide accordé par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au bénéficiaire sera proportionné au montant des dépenses effectivement réalisées et certifiées acquittées. Les dépenses hors programme (non listées dans l'article 1) ne pourront pas être subventionnées.

2.3. Les dépenses engagées par le Bénéficiaire dans le cadre de la réalisation du programme d'action seront prises en compte, pour le calcul du montant des aides attribuées par les collectivités, à compter du **12 octobre 2020**, date de début du programme. Les acomptes versés ou les paiements réalisés antérieurement ne pourront donc pas être retenus pour le calcul de l'aide.

2.4. La subvention attribuée n'est pas cumulable avec une autre subvention, pour le même objet d'investissement.

ARTICLE 3 - DÉLAIS ET MODALITÉS DE VERSEMENT

Les modalités de versement de la subvention sont précisées dans le règlement FISAC et sont les suivantes :

3.1. Délais

Les entreprises bénéficiaires disposent d'un **délai de 12 mois à compter de la date de notification de l'aide**, pour réaliser leurs investissements conformément au projet. A l'échéance de ce délai de réalisation, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 6 mois pour fournir les pièces justificatives nécessaires au versement de l'aide. Sauf dérogation exceptionnelle accordée, le non-respect de ce délai entraîne l'annulation de la décision d'attribution de l'aide.

3.2. Modalités

La subvention est versée au bénéficiaire par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en une seule fois sur production :

- des factures certifiées acquittées (dont factures d'acomptes) par le fournisseur ou par le demandeur ;
- l'autorisation du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- d'une photo des investissements réalisés (photo avant et après-travaux) ;
- d'un tableau récapitulatif des dépenses (modèle fourni par le service) visé par le demandeur.
- d'une photo attestant la pose d'une affichette dans les locaux de l'entreprise mentionnant la participation financière des différents partenaires concernés.

La Communauté d'Agglomération procède au versement total de la subvention à l'entreprise pour l'ensemble des cofinancements.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

4.1. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par le Bénéficiaire. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût du programme d'actions.

4.2. Le Bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner à Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié sur place pour vérification des investissements réalisés (ou non réalisés).

4.3. Si les justifications fournies et les déclarations se révélaient inexactes la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, peut alors exiger le remboursement, de la part dudit Bénéficiaire, de tout ou partie des sommes qu'elle lui aurait déjà versées.

ARTICLE 5 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

5.1. La Convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

5.2. Le Bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement.

ARTICLE 6 - LITIGES

9.1. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable

9.2. En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent

ARTICLE 7 - PIÈCES CONTRACTUELLES

La pièce contractuelle régissant la convention est :

- la présente convention
- le règlement d'intervention du FISAC.

Fait le
en 3 exemplaires originaux

Pour la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Pour l'entreprise MAISON CAUDRON,

Le Vice-président en charge du Commerce,
de l'Artisanat et des Services
Grégory PIERRE

Le gérant,
Jérémy CAUDRON